

Sommaire

4 **Éditorial : Au-delà de la crise** *Bernard Dumont*

Penser l'au-delà de la crise présuppose une clairvoyance et une force morale qui font largement défaut dans les classes dirigeantes. L'Eglise pourrait aider à sortir du marasme à condition de reprendre sa liberté complète de parole envers la modernité tardive.

DOSSIER

10 **Entre perplexité et fuite en avant** *Christophe Réveillard*

L'Union européenne face à la crise

L'Union européenne est entrée dans une crise sans issue clairement prévisible, emprisonnée dans l'engrenage d'une « construction » passée en dogme intangible.

24 **La mondialisation peut-elle cesser ?** *Hervé Coutau-Bégarie*

Entretien. Le système postmoderne a causé des dégâts tellement importants qu'il ne peut plus perdurer. Un jour ou l'autre, il s'effondrera.

34 **Une nouvelle Guerre de Trente Ans ?** *Bernard Wicht*

Réflexion et hypothèse sur la crise actuelle et ses suites possibles

48 **Crise financière et géopolitique** *Pierre de Lauzun*

Brèves remarques sur le texte de Bernard Wicht

* * *

51 **Faut-il « recadrer » l'interprétation de Vatican II ?**

Laurent Jestin

Présentation et évaluation du principe herméneutique appliqué par le P. Christoph Theobald à l'ensemble du processus conciliaire. Suivie de la recension d'un livre de Paolo Pasqualucci sur *Gaudium et Spes*, n. 22 et ses conséquences sur la théologie de l'Incarnation.

64 **La liberté religieuse et les paradoxes du réel** *Gregor Puppink*

Une approche juridique

Document. La liberté religieuse telle qu'elle a été consacrée au moment du Concile coïncidait avec la version moderne des droits de l'homme, supposée universelle. Or cette universalité sans fondement a aujourd'hui éclaté et débouche sur des impasses.

- 80 Thomas Molnar (1921-2010)** *Bernard Dumont*
In memoriam. Evocation d'un penseur indépendant,
 suivie d'extraits d'un entretien inédit en langue française.
- 88 La face cachée du nationalisme catalan** *Javier Barrycoa*
 Bonnes feuilles. Histoire d'un autre Ralliement.
- 100 Une âme vide dans un corps sain** *Robert Redeker*
 Entretien. Dans la modernité tardive, le jugement de C.S. Lewis
 prend un relief particulier : « le pouvoir qu'a l'homme de faire
 de lui-même ce qui lui plaît, c'est [...] le pouvoir qu'ont certains
 hommes de faire des autres ce qui leur plaît ».
- 110 Retour sur un étonnement** *Cyrille Dounot*
 Les leçons de méthode du professeur Xavier Martin.
- 119 Savorgnan de Brazza** *Claudio Finzi*
 Ou la *nuît coloniale* démentie

FILM

- 127 Hypatie avait-elle lu Kant ?** *Teodoro Klitsche de la Grange*

LECTURES

- 131 Un « mystère de haine » : l'antijésuitisme** *Benoît Schmitz*
- 135 L'Art sacré** *Marc Levatois*
 Religion et culture de la Libération à Vatican II
- 138 Lectures et portraits** *Bernard Dumont*
- 140 Une grande dame d'Egypte** *Jean Sarocchi*

- 142 BIBLIOGRAPHIE**

- 150 AUTRES LIVRES REÇUS**

- 151 AVIS**

Une nouvelle Guerre de Trente Ans ?

Réflexion et hypothèse sur la crise actuelle
et ses suites possibles

L'Europe se dirige-t-elle vers une nouvelle Guerre de Trente Ans ? Cette dernière (1618-1648) ayant accouché du monde européen moderne, il n'est pas déraisonnable de penser qu'une nouvelle guerre de ce type vienne clore le cycle de la Modernité occidentale vacillant sur ses bases suite à la crise financière mondiale et à la déconfiture de l'euro. Outre la simple symétrie historique, plusieurs arguments permettent d'avancer une telle hypothèse.

Commençons par dire que nous repérons ces arguments non tant du point de vue événementiel dans les mécanismes de la crise actuelle, les décisions des gouvernements et les réactions des populations, mais à une échelle que l'on qualifiera de macro-historique et qui est celle des rythmes de la longue durée et des cycles de la conjoncture. C'est à ce niveau d'analyse que nous détectons les indices de notre hypothèse. Et c'est pourquoi aussi il importe de préciser immédiatement à ce propos que notre argument principal est braudélien : c'est celui de la civilisation matérielle, c'est-à-dire la loi des échanges, de l'économie et des outils de production qui, plus que jamais auparavant, semblent façonner les comportements et les valeurs. Les facteurs culturels, identitaires et religieux qui dominent actuellement le débat en Europe, n'apparaissent presque pas dans notre analyse.

Quels sont donc les indices guidant notre interprétation de la crise actuelle ? On peut en distinguer principalement deux. Premièrement, la crise financière actuelle (en particulier son volet européen) renvoie, en termes de longue durée, à une période de transition hégémonique marquée par le chaos et l'incertitude. Deuxièmement, il s'agit du lien de cause à effet entre crise économique et crise militaire :

jamais véritablement démontré mais toujours présent dans l'histoire des Temps Modernes. Ce sont ces deux aspects que nous allons traiter dans l'étude qui suit.

L'hypothèse d'une guerre en Europe a été abandonnée avec la fin de la Guerre froide. Cependant depuis l'année dernière, deux auteurs notamment ont avancé des scénarios possibles. Il s'agit de l'Américain George Friedman et du Français Laurent Schang. Friedman identifie principalement le renforcement de la Russie et voit, à terme, son retour en tant que grande puissance sur le continent européen. En face, la Pologne devrait, selon lui, retrouver sa fonction de bouclier contre l'ours russe, bouclier profitant de l'effacement de l'Allemagne et bénéficiant de l'appui des Etats-Unis. Pour l'auteur, cette constellation comporte un fort potentiel belligène¹. L'hypothèse de Schang table également sur un retour en force de la Russie, celle-ci déclenchant une offensive blindée afin de faire pression sur l'Europe occidentale².

En ce qui nous concerne, ce n'est pas tellement le retour en force de la Russie qui est la source de nos préoccupations, mais bel et bien la crise que traverse l'Union européenne (UE). Il nous apparaît en effet peu raisonnable d'imaginer qu'une construction aussi vaste et complexe que l'UE puisse traverser la méga-crise actuelle avec comme seules conséquences quelques accords financiers et des programmes d'austérité économique. Notamment, la colossale dette publique et le déficit budgétaire galopant des principaux Etats de l'UE (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) combinés à la banqueroute des autres Etats (Grèce, Espagne, Irlande, Portugal) indiquent que la crise a atteint une dimension structurelle et que le système est à bout de souffle. Or les travaux de Paul Kennedy sur le déclin des grandes puissances et des unions d'Etats démontrent que ces processus de déstabilisation et d'effondrement sont de nature fondamentalement violente. L'auteur indique ainsi qu'un système étatique sur le déclin est souvent tenté de recourir à la guerre pour pallier à son effondrement, à l'instar de l'Autriche-Hongrie en 1914 : « Un bon exemple de grande puissance "sur le déclin" qui contribue à déclencher un conflit mondial »³.

Faut-il donc envisager une nouvelle guerre entre Etats sur notre continent ? Une troisième Guerre mondiale ? D'après l'expression

-
1. George Friedman, *The next 100 years : a forecast for the 21st century*, Doubleday, New York, 2009.
 2. Laurent Schang, *Kriegspiel 2014*, Le Mort-Qui-Trompe, Nancy, 2009.
 3. Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, trad., Payot, 1989, p. 24.

consacrée, *l'histoire ne repasse pas les plats*. En revanche, le passé éclaire le présent et lui donne une certaine intelligibilité. En ce sens, une troisième Guerre mondiale semble peu d'actualité, les Etats européens n'en ayant plus les capacités ni économiques ni militaires. Pour faire court, les armées d'Europe occidentale ne sont plus aujourd'hui que des échantillonnages d'unités relativement disparates, essentiellement orientées vers les missions de maintien de la paix à l'extérieur et manquant généralement de la chaîne logistique nécessaire à des opérations de longue durée.

L'histoire européenne recèle toutefois d'autres formes de conflits : en l'occurrence ceux qui ont donné naissance aux Temps Modernes et qui ne répondent pas exactement à la qualification de guerre inter-étatique. Avant d'examiner le cas de la Guerre de Trente Ans, rappelons celui de la Guerre des Paysans (1498-1525), appelé aussi le *Soulèvement de l'homme ordinaire* : une révolte à l'échelle d'une partie de l'Europe (Allemagne, Autriche, Suisse) déclenchée par les effets pervers du premier capitalisme sauvage, une série de mauvaises récoltes et la pression des seigneurs terriens. Méconnue et peu documentée, cette guerre constitue néanmoins une étape importante de la formation de l'Europe moderne. Elle est d'une grande violence et d'une grande sauvagerie de part et d'autre : environ 300 000 paysans se révoltent contre leur statut féodal, contre les privilèges de la noblesse et du clergé, plusieurs villes se solidarisent avec les paysans. La mort de 130 000 d'entre eux et l'enrichissement des chefs militaires qui ont maté la révolte préparent le marasme de la Guerre de Trente Ans (désertification des campagnes, sac des villes, grandes armées mercenaires)⁴.

S'agissant de la Guerre de Trente Ans, il faut d'abord se souvenir qu'elle démarre par des opérations « limitées » (Guerre de Cologne, Défenestration de Prague, Révolte de Bohême) par lesquelles l'Empire cherche à reprendre, par la force, le contrôle des zones en train de lui échapper. Ce sont ces opérations qui dérapent et dégénèrent provoquant une situation de désordre aggravé dans l'Empire, incitant la France et la Suède à intervenir pour en quelque sorte « tirer profit de la situation ». Finalement si cette guerre dure trente ans, c'est précisément parce que aucun des Etats belligérants n'avait réellement

4. Cf. en particulier, Georges Bischoff, *La guerre des Paysans : l'Alsace et la révolution du Bunschuh, 1498-1525*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2010 ; Peter Blickle, *Der Bauernkrieg : Die Revolution des Gemeinen Mannes*, Beck, Munich, 1998.

les moyens de la conduire et que, par conséquent, ce sont les entrepreneurs militaires (Wallenstein, Saxe Weimar, Tilly, etc.) qui vont la gérer en fonction de leurs intérêts et de ceux de leur outil militaire (d'où notamment la dévastation d'une grande partie de l'Allemagne). Et c'est la finance internationale de l'époque qui nourrit le conflit, à savoir l'or du Nouveau Monde géré par le premier système monétaire moderne – la Banque d'Amsterdam. Les entrepreneurs militaires et leurs grandes troupes de mercenaires jouent à cet égard un rôle moteur : les armées de l'époque fonctionnent en effet comme de véritables entreprises cherchant à s'assurer un financement régulier et suffisant. Or ce dernier ne peut être garanti par les Etats de l'époque encore trop peu bureaucratiques pour soutenir l'effort de guerre. Les entrepreneurs militaires ont ainsi recours à des montages faisant largement appel à la finance privée. L'exemple le plus emblématique est celui de Wallenstein s'adressant au financier Hans de Witte pour lui organiser l'entrée régulière d'argent frais. Le système mis en place par de Witte est intéressant et fait un peu penser à une « holding avant la lettre » par la diversité et la flexibilité des canaux de financement installés : prêts libres gagés sur les grands domaines constituant la base stratégique de l'armée ; impôts levés sur les terres contrôlées par Wallenstein lui-même ; contributions imposées aux territoires ennemis⁵.

Admettons déjà que cette image d'un conflit long et anarchique, entretenu par la finance internationale, apparaît étrangement familière à nos yeux. Comme le soulignait le médiéviste Marc Bloch dans son ouvrage intitulé *L'étrange défaite*, la réalité immédiate et les événements récents ont tendance à nous aveugler alors que le passé plus lointain est porteur de nombreux enseignements⁶.

Que nous indique la longue durée à ce sujet ?

Crise et transition hégémonique

Il ne s'agit pas ici d'essayer d'expliquer les mécanismes financiers et monétaires qui ont déclenché la crise actuelle, mais de chercher

5. Pour une lecture de la Guerre de Trente Ans comme matrice d'analyse des conflits contemporains, cf. Herfried Münkler, *Die neuen Kriege*, Rowohlt Taschenbuch Verlag, Hambourg, 2004 ; pour l'exemple du système de financement de H. De Witte, Georges Livet, *La guerre de Trente Ans*, PUF, 4^e éd. mise à jour, 1983, p. 79.

6. Marc Bloch, *L'étrange défaite : témoignage écrit en 1940*, Gallimard, Folio-histoire, 1990.

à replacer cette crise dans le temps long historique pour tenter d'en saisir la signification pour l'évolution de l'économie-monde capitaliste. Que dit la crise actuelle des transitions hégémoniques en cours, et plus particulièrement de la position de l'Europe dans le système-monde d'aujourd'hui ?

La grille de lecture adoptée ici est celle proposée par les travaux de Giovanni Arrighi⁷. Celui-ci, dans son analyse de la succession des cycles hégémoniques génois, bataves, britanniques et américains, met en évidence deux étapes caractéristiques : celle du capitalisme marchand suivie par celle du capitalisme financier. La seconde indique, selon l'expression d'Arrighi, « l'automne » d'un cycle hégémonique annonçant l'avènement d'un nouveau apte à lui succéder.

C'est dans l'analyse de cette transition que les explications d'Arrighi sont les plus éclairantes pour l'époque contemporaine. En effet, il montre que toute transition passe également par deux phases successives : la crise hégémonique et l'effondrement hégémonique. La première est marquée notamment par des conflits sociaux. La seconde correspond à ce qu'il appelle un « chaos systémique », c'est-à-dire une période au cours de laquelle l'économie-monde cherche sa nouvelle régulation. Pour Arrighi, ce chaos signifie d'abord la désorganisation et le dysfonctionnement du système, chaque Etat ayant tendance à sauvegarder son intérêt national sans se préoccuper des problèmes à l'échelle systémique. Il parle à cet égard de la « tyrannie des petites décisions » qui accentue encore la crise. Ainsi d'après l'auteur, l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Irak en 2003 pourrait marquer le début d'une longue période de chaos systémique.

Venons-en à l'interprétation de la crise actuelle. Ce qui nous intéresse ici n'est pas tant la succession hégémonique qui pourrait sortir de cette situation de chaos systémique, mais de pouvoir mieux appréhender la position spécifique de l'Europe dans cette période de transition. L'Europe occidentale ne constitue plus le centre du système-monde. Si elle a pu en conserver l'illusion pendant la Guerre froide grâce à l'opposition des deux blocs, ce constat est apparu au grand jour après la chute du Mur de Berlin. Qu'est-ce que cela signifie ?

Arrighi considère que la cause principale réside dans l'incapacité des Etats européens de se réformer : « La chute est probable parce que les

7. En particulier, Giovanni Arrighi, Beverly Silver, « Capitalisme et (dés-)ordre mondial », in Philippe Beaujard, Laurent Berger, Philippe Norel, éd., *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, La Découverte, coll. Recherches, 2009, pp. 227-260.

Etats leaders de l'Occident sont prisonniers des voies de développement qui ont fait leurs fortunes sur le plan politique comme sur le plan économique »⁸.

En reliant cet argument à celui d'un chaos systémique caractérisant la période actuelle, on peut avancer que l'Europe entre dans ce que Braudel qualifie de *zone des désordres prolongés* : « Dans ces zones périphériques, la vie des hommes évoque souvent le Purgatoire, ou même l'Enfer »⁹. De son côté, Jacques Attali déclarait – il y a quelques années déjà – que le problème aujourd'hui n'était plus de parvenir à européaniser l'Afrique, mais d'éviter une africanisation de l'Europe. Braudel comme Attali insistent sur les effets négatifs de cette relégation en termes d'ordre et de stabilité. Dans son explication de la guerre (certes simplificatrice, mais ô combien révélatrice), Braudel poursuit sa démonstration : « La guerre, en effet, n'a pas un seul et même visage. La géographie la colore, la partage. Plusieurs formes de guerre coexistent, primitives ou modernes, comme coexistent esclavage, servage et capitalisme. Chacun fait la guerre qu'il peut »¹⁰. Selon lui, la guerre de haute intensité, accompagnée de prouesses technologiques ne peut avoir lieu qu'au centre de l'économie-monde, là où se trouve l'abondance des hommes et des moyens. Dans les périphéries, règnent le coup de main, la guérilla et les autres formes de combat plus primitives.

Violences anarchiques, guerres privées, prédation sauvage – autrement dit un monde plus proche de *Mad Max* que d'*Orages d'acier*¹¹. On rejoint ici l'analyse faite par Philippe Delmas au sortir de la Guerre froide, intitulée *Le bel avenir de la guerre* : « La guerre ne naît plus de la puissance des Etats mais de leur faiblesse »¹². Pour Delmas, c'est la défaillance des Etats qui est devenue la principale source de guerre aujourd'hui. Selon lui, les guerres actuelles sont filles du chaos : elles

8. Arrighi, *op. cit.*, p. 254.

9. Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Arthaud, 1985 (rééd. Champs Flammarion, pp. 86 ss.).

10. *Id.*, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècle*, III, Paris, Armand Colin, 1979 (Le livre de poche références), p. 57.

11. S'agissant de cette vision de guerres « à la Mad Max », citons en comparaison la définition de la guerre au Moyen-Age donnée par le médiéviste Dominique Barthélemy : « Guerre et violence, entre autres fonctions, ont celles-ci : terroriser les paysans, les fixer dans les lieux et dans les statuts qui conviennent à leurs seigneurs, accroître la ponction de ceux-ci sur la production agricole ; et encore : ressouder périodiquement les liens vassaliques et lignagers par lesquels se maintient la solidarité des nobles. » (*L'ordre seigneurial XI^e-XII^e siècle*, Seuil, coll. Points-histoire, 1990, p. 8).

12. Philippe Delmas, *Le bel avenir de la guerre*, Gallimard, coll. Folio-actuel, 1995, p. 9.

éclatent et dégénèrent dans les marges du système-monde, à savoir les zones qui n'ont pas réussi à attraper le train de la mondialisation. Vis-à-vis de ces zones Delmas pose un douloureux constat dans le prolongement de celui de Braudel : « Malheur à ceux que ce mouvement laisse de côté ou qui s'y refusent ; ils dépérissent dans l'indifférence générale »¹³. L'Afrique est emblématique d'une telle réalité ; depuis la décolonisation ce continent s'est enfoncé dans les guerres civiles, les massacres et les autres formes de prédation sauvage au point de donner naissance à une nouvelle forme d'organisation politique – les complexes politiques émergents. Selon cette dynamique, l'Europe pourrait entrer, à son tour, dans une spirale de conflits chaotiques et de violence anarchique « à l'africaine ».

Cette prospective d'une Europe glissant progressivement dans un *long désordre* vient donner toute son ampleur à la perspective de l'éclatement de *guerres* sur notre continent, à la référence à un nouveau *Soulèvement de l'homme ordinaire*.

Crise économique et militaire

Si l'on reprend la division tripartite du temps historique proposée par Fernand Braudel (événementiel/conjoncturel/structurel), alors il faut considérer que crise économique et crise militaire sont en interaction non pas au niveau événementiel mais conjoncturel, c'est-à-dire à un niveau échappant généralement à notre observation immédiate. En effet, aussi bien l'actualité internationale que notre vie quotidienne se déroulent (du moins le pensons-nous) au gré de la chronologie des événements (campagne électorale, crise boursière, éruption volcanique, débat sur la burqa et l'identité nationale, etc.) : c'est cet environnement « habituel » qui conditionne nos observations, nos pronostics et, en définitive, notre jugement des choses. Or Braudel nous rappelle que les événements ne sont que poussière et ne prennent sens que lorsqu'on les replace dans les rythmes de la longue durée et les cycles de la conjoncture – le « proche » au sens heideggerien. Nous y voilà !

Le lien entre crise économique et crise militaire, s'il apparaît régulièrement dans l'histoire des Temps Modernes, ne fait cependant pas l'objet d'une théorie claire et précise. Il y a controverse : si on

13. *Ibid.*, p. 7.

considère généralement que guerre et économie sont liées (surplus nécessaire à nourrir le conflit), il n'existe pas en revanche d'explications précises mettant en lumière la relation de cause à effet entre crise économique et militaire. Pourtant l'histoire des Temps Modernes semble dire que ce lien existe : la crise économique de la fin du XVIII^e siècle (celle de la première révolution industrielle) trouve sa résolution dans les guerres napoléoniennes ; la grande Dépression de la fin du XIX^e siècle trouve la sienne dans la Première Guerre mondiale ; enfin la crise de 1929 débouche sur 1939. Les historiens marxistes en ont d'ailleurs fait leur dogme : pour eux toute évolution du capitalisme est porteuse de guerre.

Certes comparaison n'est pas raison. Toutefois cet éclairage du passé récent tend à indiquer qu'au niveau conjoncturel (donc difficilement détectable à nos yeux), le lien entre crise économique et militaire s'explique notamment parce que la guerre permet de « liquider » les déséquilibres en tout genre provoqués par la crise économique, et redonner ainsi une nouvelle stabilité à l'économie-monde (pour reprendre la formule de Braudel). Dans cette perspective conjoncturelle, les événements ne joueraient pas de rôle déterminant ; ils seraient des révélateurs, ou au plus des déclencheurs. On peut donc avancer provisoirement qu'à l'échelle conjoncturelle, c'est la faculté de « résorption de la crise » offerte par le conflit qui constituerait le lien de cause à effet susmentionné. En l'état et faute de mieux, ceci nous servira d'hypothèse de travail,

Si l'on adapte maintenant cette grille d'analyse extrêmement rudimentaire à la situation actuelle de l'UE et de la zone euro, il faut donc se demander en priorité, non pas quel pourrait être l'événement déclencheur, mais bel et bien quel pourrait être en l'occurrence le lien conjoncturel entre la mégacrise financière actuelle et un hypothétique conflit en Europe ? Comment un conflit serait-il susceptible d'apporter une contribution majeure à la résorption du marasme actuel ? Car l'Europe n'est plus à l'âge industriel ; il ne suffit plus de relancer la production (pour couvrir les besoins militaires générés par le conflit) pour résorber la situation. La crise actuelle est avant tout financière et c'est la finance globale qui doit pouvoir trouver son exutoire. Quel est-il ?

En Europe, la place financière qui donne le ton n'est pas tant Wall Street que la City de Londres en lien avec les paradis fiscaux des îles anglo-normandes et des îles Caïman. C'est d'ailleurs dans ces paradis fiscaux que l'on a déposé tous les produits financiers infectés

(*subprimes*, etc.) suite au sauvetage de plusieurs grandes banques européennes. On est donc en droit de conjecturer que c'est la place financière londonienne qui a besoin de se résorber du point de vue conjoncturel.

A partir de là, comment un conflit peut-il contribuer à cette résorption ? Autrement dit, comment un conflit peut-il amorcer la pompe de la finance globale (basée à Londres) dans les conditions actuelles, à savoir non la relance de la production industrielle mais la réactivation des flux financiers ? A nouveau le modèle de la Guerre de Trente Ans offre une clef de lecture intéressante : le financement d'importants contingents de mercenaires. Regardons la chose d'un peu plus près.

La place financière londonienne a une longue tradition d'emploi de sociétés militaires privées (SMP) pour « faciliter » ses opérations à travers le monde. C'est d'ailleurs une des raisons du succès des SMP anglaises dans la déstabilisation de l'ex-Zaïre face au fiasco des mercenaires engagés par le Quai d'Orsay. Aujourd'hui la plupart de ces SMP londoniennes sont en sommeil attendant que l'on fasse appel à leur service ; cette situation s'explique parce que ces SMP font généralement partie d'une ou plusieurs holdings rassemblant des sociétés commerciales actives dans divers secteurs apparemment sans lien les uns avec les autres : transport aérien, exploitation minière, placement financier, chaîne hôtelière, etc. Cette structuration en holding offre une flexibilité et une souplesse commerciale très intéressante : les services d'une SMP n'ont ainsi pas besoin d'être rémunérés en *cash* mais peuvent l'être sous forme de prestations accordées à une des autres sociétés membres de la holding concernée. (Par exemple la Grèce, pourtant à court de numéraire, pourrait engager ainsi de nombreux *contractors* en proposant en paiement la mise à disposition des infrastructures touristiques de certaines de ces îles.)

Pour revenir au lien crise économique-crise militaire, il suffit pour amorcer la pompe, dans notre cas de figure, qu'apparaisse une demande suffisante de *contractors* pour différentes tâches de sécurité, de rétablissement de l'ordre et de la paix au niveau européen. Souvenons-nous de l'impressionnant « appel d'air » créé dans ce domaine par la guerre en Irak : près de 60 000 *contractors* engagés en l'espace de quelques mois générant des contrats pour plusieurs centaines de milliards de dollars. Imaginons ce qu'un tel scénario pourrait produire non plus à l'échelle d'un seul pays mais d'un continent ! Il y a là largement de quoi relancer la finance londonienne, et le vivier de

contractors existe en particulier si l'on inclut les bassins de recrutement de la Russie, de l'Ukraine et de la Serbie.

A ce stade intervient l'événementiel, c'est-à-dire les révélateurs et les éventuels déclencheurs.

La déstabilisation de l'UE pourrait entraîner des troubles graves, voire un chaos généralisé et prolongé, en particulier si la manne prévue (100 milliards d'euros) atterrit dans les poches d'une partie de la classe politique plutôt que dans celles des Etats concernés. Hypothèse parfaitement plausible dans le cas grec où il faut rappeler que l'UE dans les années 80 a payé deux fois la construction du métro d'Athènes (le premier versement ayant mystérieusement disparu). Les trois Etats (Grèce, Portugal, Espagne) en difficulté sont de jeunes démocraties sorties récemment de la dictature militaire. Quid d'un retour « aux anciennes méthodes » en cas de désordres prolongés ? Le Traité de Lisbonne prévoit la possibilité pour l'UE d'intervenir dans un Etat membre en cas de risque d'effondrement de celui-ci ; un état-major et une troupe d'intervention (pour le moment sans doute sous la seule forme d'effectifs potentiellement disponibles) ont été créés à cet effet.

Par ailleurs, quelle serait la réaction de la Turquie si la Grèce déclarait l'état d'urgence ; rappelons qu'un complot militaire vient d'être éventé en Turquie. Enfin, les gouvernements actuels, sous couvert de propos rassurants et solidaires, ne font preuve d'aucune pitié. A titre d'exemple, en 2008 le Premier Ministre Gordon Brown prend appui sur un décret anti-terroriste pour geler les actifs de la Landsbanki islandaise et contraindre l'Islande à rembourser ses dettes. Ceci confirme au passage que Londres est prête à employer n'importe quel procédé pour rentrer dans ses frais. De leur côté les populations françaises et allemandes accepteront-elles de nouveaux sacrifices financiers au nom de la solidarité européenne (avec un salaire moyen à 1 200 euros pour les personnes bénéficiant d'une formation supérieure, la question est loin d'être académique) ?

Face à ce possible effet domino, à ces éventuelles réactions en chaîne, il importe de garder à l'esprit que nos sociétés sont devenues très complexes, et que les sociétés complexes sont fragiles, que les sociétés fragiles sont instables et que les sociétés instables sont imprévisibles ! Or dans une réflexion prospective telle que celle-ci, le facteur le plus difficile à évaluer reste le temps. Si ces pronostics devaient malheureusement se réaliser... dans quel délai : six mois, un an, cinq ans, dix ans ?

The West again... ?

Il s'agit maintenant d'élargir un peu le champ de l'analyse afin d'envisager les perspectives qui se dégagent pour l'avenir : car, au-delà des problèmes qu'elle crée et des noirs desseins pouvant en découler, une crise majeure comme celle sévissant actuellement donne l'opportunité à l'observateur de se faire une idée des grands courants à l'œuvre actuellement. (Jürgen Habermas parle, certes dans une optique un peu différente, de « rupture profonde ».)

Dans ce sens et comme on l'a mentionné au début, la crise de la zone euro est sans doute le chant du cygne de la Modernité occidentale, l'UE représentant l'ultime avatar de la construction étatique moderne avec sa bureaucratie supra-étatique et son centralisme à l'échelle continentale. Et, dans l'immédiat, la crise devrait encore renforcer ce centralisme bureaucratique ; la Commission s'est fait donner le mandat (certes temporairement limité) d'un contrôle économique des Etats membres et, de facto, un droit de regard dans la politique budgétaire des Etats membres. Ceci signifie un renforcement considérable du pouvoir supra-étatique de l'UE. Mais, paradoxalement, ce renforcement représente probablement l'épilogue de l'histoire de l'Etat moderne, le dernier acte d'une pièce qui s'est jouée pendant environ cinq cents ans, le dernier coup d'éclat d'une institution sur le déclin. Comment cela s'explique-t-il ? Le déclin de l'Occident ?

Si l'on s'en tient à notre approche basée sur la transformation du système-monde et à l'analyse qu'en fait Arrighi, ce serait précisément l'incapacité des Etats occidentaux à réformer leurs structures en profondeur qui constituerait une des raisons principales du déclin. Autrement dit, les institutions sociales et politiques stato-nationales (l'Etat-providence) additionnées à l'inflation bureaucratique de l'Europe communautaire seraient une des causes du marasme actuel. On rejoint ici la proposition de David Cosandey considérant que le secret de l'Occident réside vraisemblablement dans la compétition entre unités politiques plutôt que dans leur rassemblement sous tutelle supra-étatique¹⁴, compétition représentant probablement la source de la dynamique occidentale à l'instar des cités grecques de l'Antiquité et des républiques urbaines du Moyen Age.

Alors déclin inéluctable ? A moyen terme sans doute. Mais à long terme, on peut envisager une évolution différente, celle d'un

14. David Cosandey, *Le Secret de l'Occident : du miracle passé au marasme présent*, Arléa, 1997.

« recentrage » de l'Occident. Quel argument permet une telle conjecture ?

La thèse du changement macro-historique d'outil de production (le troisième en cinq mille ans)¹⁵ : selon cette thèse, l'avènement de la société de l'information constitue ce changement d'outil de production conduisant à l'effacement progressif de la société industrielle (au même titre que cette dernière avait supplanté la société agraire à la jointure du Moyen Age et des Temps Modernes). S'il y a déclin, ce serait donc plutôt celui de la société industrielle avec ses structures pyramidales et ses organisations hiérarchiques, en priorité l'Etat moderne comme forme dominante d'organisation politique. Par conséquent, si la crise de la zone euro représente le chant du cygne de la Modernité occidentale, ce n'est pas tant l'Occident qui est en cause mais bien les formes d'organisation héritées de l'ère industrielle ; le dernier acte de centralisation de l'UE doit être compris dans ce sens.

S'il y a ensuite recentrage, c'est parce que l'émergence d'un nouvel outil de production (qui plus est basé sur l'intelligence) constitue une nouvelle étape de développement de l'histoire de l'humanité (et non un déclin définitif). Toutefois, il ne faut pas oublier que le passage d'un outil de production à un autre, la transformation de la chenille en papillon, n'est généralement pas un processus pacifique et consensuel. De manière schématique, on peut ainsi dire que le pouvoir en place représente habituellement l'ancien outil de production (l'Etat moderne dans le cas présent) et les nouvelles forces de production doivent secouer le joug des anciennes structures ; tout ceci est hautement conflictuel ! Pour mémoire, la Guerre de Trente Ans (nous y revoilà) est emblématique de ce type de conflit « nettoyant » les anciennes structures (féodales en l'occurrence) et « accouchant » du nouvel ordre institutionnel (le système westphalien). A ce sujet, rappelons que la Guerre de Trente Ans facilite et accélère, d'une part, la diffusion à l'échelle de l'Europe des instruments de crédit en raison de l'abondance de l'or et de l'argent et, d'autre part, le renforcement du pouvoir étatique dorénavant en mesure de mater toute révolte sur son territoire.

Il est frappant de relever en outre que cette image d'un conflit long et chaotique correspond à la période de transition hégémonique que nous vivons en ce moment, à savoir la lente fin du cycle états-unien.

15. Cf. notamment, Marc Luyckx Ghisi, *Surissement d'un nouveau monde*, Monaco, éditions Al-phée, 2010.

Le capitalisme financier (qui s'est installé depuis la fin du XX^e siècle, la mondialisation) marque généralement la fin d'un cycle hégémonique et l'annonce d'un suivant. Dans le cas présent cependant, aucune nouvelle puissance à l'horizon en mesure de remplacer les USA. Certes, la Chine est un candidat envisageable, mais rien à comparer avec la puissance militaire US. Or, en principe, le *challenger* doit pouvoir soutenir la comparaison dans ce domaine en particulier. Les historiens spécialistes des cycles (Arrighi, Wallerstein et autres) sont d'accord pour constater le déclin américain, mais demeurent tous perplexes sur la puissance qui pourrait succéder aux Etats-Unis¹⁶. Rappelons d'ailleurs comment Arrighi décrit une période de transition hégémonique : *conflits sociaux* plus *chaos systémique* aggravé encore par ce qu'il appelle la « tyrannie des petites décisions », c'est-à-dire le fait que dans une telle période chaque Etat se préoccupe de ses intérêts nationaux sans esprit de coopération !

Alors maintenant en additionnant chaos systémique et changement macro-historique d'outil de production, on pourrait effectivement déboucher sur une période de vacance hégémonique prolongée (un nouveau Moyen Age global). Dans ces circonstances, l'Europe subissant d'abord un « décentrage » avec le chant du cygne du projet moderne, pourrait vivre ensuite un « recentrage » (une renaissance), une fois les anciennes structures hiérarchiques suffisamment nettoyées pour permettre l'éclosion de la « société de l'information » (suite à la nouvelle Guerre de Trente Ans). Ceci pour autant que le blocage fondamental provienne bel et bien des structures stato-nationales héritées de l'ère industrielle...

Mais pourquoi pas la Chine ?

Pour la raison historique précitée : l'Europe réagit à un changement de civilisation par une compétition exacerbée sous forme de guerres et de révoltes, certes très douloureuses, mais qui permettent aux nouvelles structures de se mettre en place. Il semble en revanche que la Chine cherche plutôt à étouffer ces tensions par le recours à un pouvoir très fort (empire) qui évite l'éclatement, mais empêche l'éclosion des nouvelles structures¹⁷.

16. Cf. notamment, Immanuel Wallerstein, *The Decline of American Power : The U.S. in a Chaotic World*, The New Press, New York, 2003.

17. Il est intéressant de constater que tant Max Weber que Fernand Braudel parviennent à cette conclusion lorsqu'ils s'interrogent sur les raisons de l'essor du capitalisme dans l'Europe médiévale plutôt qu'en Chine.

En résumé, dans l'optique de la longue durée historique, on peut tenter de dégager les tendances suivantes à la lumière de la crise actuelle :

1) un changement macro-historique d'outil de production avec l'émergence de la société de l'information succédant à la société industrielle ;

2) la crise de la zone euro comme chant du cygne du projet moderne (structures hiérarchiques, etc.), lui-même expression de la société industrielle ;

3) une période de vacance hégémonique avec une situation de chaos systémique prolongé, en lien avec le changement macro-historique susmentionné ;

4) une nouvelle Guerre de Trente Ans pour la liquidation de la société industrielle et l'« accouchement » de la société de l'information ;

5) un décentrage-recentrage de l'Europe conduisant, à terme, à une forme de renaissance.

Là aussi se pose la question du temps : à quelle « vitesse » une telle évolution pourrait-elle s'effectuer ? Le passage de la société féodale-agraire à la société moderne-industrielle a pris au moins deux siècles. Aujourd'hui, si transition il y a, combien de temps faudra-t-il ? En adéquation avec les paramètres de la société de l'information, il est tentant d'avancer l'idée d'une possible accélération de l'histoire : ce qui a pris deux cents ans pourrait n'en prendre que vingt !

Sic transit...

BERNARD WICHT

Crise financière et géopolitique

Brèves remarques sur l'hypothèse de Bernard Wicht

Ce texte très riche évoque un grand nombre de thématiques essentielles, qui mériteraient un débat et des développements approfondis. L'inscription dans le temps long, objet de l'article de B. Wicht, est évidemment une priorité essentielle ; notamment à une époque comme la nôtre, où on vit manifestement un tournant majeur. D'où l'intérêt de la problématique qu'il propose. Quelques remarques pour alimenter cette discussion.

Sur la hiérarchie des facteurs

Il me semble en premier lieu et surtout que le rôle des facteurs culturels, des valeurs fondamentales, et notamment spirituelles, ne peut être passé sous silence comme tend à le faire le texte. C'est lui en effet qui détermine l'orientation principale des gens, et notamment leur réaction aux crises. Le même événement comme la crise de 1929 a donné des résultats très différents en Allemagne et aux Etats-Unis. C'est de ce fait l'enjeu essentiel de la vie collective : il partage ce rôle avec le fonctionnement de la sphère politique et le rôle des autorités, qui participent d'ailleurs en un sens de la même sphère. De ce point de vue, escompter comme le fait l'auteur la décadence de l'Etat, supposé trop hiérarchique et dépassé, n'est pas réaliste : comme formule de rassemblement de la force collective d'une communauté humaine, on ne sait pas faire mieux – même si les formes peuvent changer à l'avenir.

C'est à cette double lumière qu'il faut apprécier, et en fait relativiser, le rôle politique des crises économiques ou financières. Elles n'ont pas par elles-mêmes d'impact majeur, sauf à percoler au niveau social et politique (comme en Allemagne après 1929). Certes il faut absorber les pertes dues à la crise. Mais c'est possible sans drame politique

majeur ; la plupart des crises du passé se sont résorbées sans impact énorme sur l'histoire générale. La situation politique et surtout l'esprit public jouent un rôle essentiel sur l'ampleur et l'orientation des effets. Ne croyons pas non plus que les milieux financiers ou économiques produisent des stratégies de sortie de crise originales et innovatrices, et surtout pas en matière sociale ou politique. Parmi les opérateurs, les uns disparaissent, les autres repartent ; mais tous n'ont en vue que les profits réalisables sur leurs opérations. Le sens politique des milieux d'affaires est généralement grandement surestimé ; il est en réalité tout à fait négligeable, voire anormalement bas compte tenu de leur rôle public (hors gestion de leurs affaires).

La place de l'Europe

Le fait que l'Europe soit désormais de façon croissante à la périphérie du débat principal est peu douteux. Et là encore c'est un problème de valeurs collectives. Militairement naine, politiquement peu féconde, sans grand débat ni convictions, l'Europe s'engluie progressivement dans un engourdissement dont témoignent la faiblesse du patriotisme, l'incroyance, une natalité consternante hors argent public, et une absence résolue d'ambition de civilisation autre que l'approfondissement du relativisme. Ce relativisme, qui constitue le stade ultime et radical de l'idéologie que nous héritons des Lumières, a un pouvoir dissolvant fort sur l'autorité politique et la faculté de vivre ensemble ; c'est donc un facteur majeur de faiblesse de la volonté commune, et notamment en démocratie. Mais si cela dissout les bases du régime démocratique, cela n'empêchera pas des formes étatiques de survivre un temps assez long, quitte à se parer des oripeaux démocratiques. Car même là on ne voit pas de forme politique alternative à l'Etat, ni un grand avenir aux milices et autres forces privées, sauf effondrement ultérieur à ce stade improbable.

Cela donne d'autant plus d'intérêt à examiner l'enjeu géopolitique central de demain, la situation en Asie : quatre puissances de premier plan (USA, Chine, Inde, Russie) plus le Japon, à des degrés divers d'émergence, culturellement hétérogènes, sans traditions d'équilibre diplomatique entre elles, ambitieuses, militairement musclées, entretiennent un jeu complexe de relations appelées à structurer ce qui sera sans doute demain le centre de gravité du monde. Pas de doute, aucune n'a actuellement la puissance des Etats-Unis. Mais elles montent en force de façon rapide. Et leur capacité hégémonique est réelle.

Certes la Chine impériale était inhibée par son conservatisme, mais la Chine nouvelle est hybridée et apte à évoluer vite. Pour son rôle futur, la limite est plutôt dans sa démographie (désastreuse et culturellement malsaine) voire dans le risque de division (menace traditionnelle). Mais ne négligeons pas non plus la Russie, nullement consolée de sa glissade relative, et l'Inde, dont la tradition de violence interne n'a d'égal que le talent scientifique, et qui peut se réveiller demain Etat nationaliste, hégémonique dans sa sphère.

Mais la marginalisation relative et probable de l'Europe n'implique pas nécessairement pour elle descente dans le chaos. La crise de l'euro a révélé une nouvelle fois sa faille fondamentale : l'absence de légitimité politique au niveau européen, qui dans nos sociétés est démocratique et nationale et le restera à vue humaine. Tout cela ne facilite pas la mobilisation collective. L'euro notamment est de la responsabilité d'un organisme non élu, extérieur à chacun des pays concernés qui de ce fait ne s'endette pas dans sa monnaie (cas de l'Allemagne mis à part) ; c'est unique parmi les grands pays développés. Mais de telles crises financières, si elles minent la crédibilité des Etats concernés, ne conduisent pas à elles seules à une crise violente, comme l'ont montré les crises de la dette des trente dernières années. Pour l'Europe, la configuration spontanée et plus probable est celle d'une dérive analogue à celle de l'Italie des XVII^e et XVIII^e siècles, plus ou moins sous domination externe, avec lent engourdissement mais peu de guerres, celles-ci étant réservées aux enjeux centraux – quitte aujourd'hui à pimenter cet assoupissement de crises terroristes ou d'émeutes ethniques, ponctuées par des épisodes sanglants à l'argentine. Cette Italie relativement paisible a duré deux siècles (pensons à la Venise pittoresque de Tiepolo, sans ambition, égarée en plein XVIII^e siècle) ; elle a été réveillée par la Révolution, c'est-à-dire des événements tout à fait extérieurs. Il sera plus difficile à l'Europe d'attendre autant, car le reste du monde, secoué, hétérogène et rapidement mouvant, ne lui laissera pas de longs loisirs. Mais cela peut durer tout un temps.

En tout cas ceci exclut un retour en force de cette Europe sur la scène mondiale, sauf réforme intellectuelle et morale de grande ampleur. Son passé, dans lequel la compétition et la diversité ont effectivement joué un rôle essentiel, était surtout celui de pays porteurs d'une foi, et d'une foi unique en son genre. Cette foi explique entre autres son décollage et son rôle dans l'histoire. L'Europe d'aujourd'hui en est bien loin, du moins pour l'instant...

PIERRE DE LAUZUN